

ARRÊTÉ N°2022/025
AUTORISANT LE DEVERSEMENT DES
EAUX USEES NON DOMESTIQUES DE
L'ETABLISSEMENT EIFFAGE Génie Civil
3/7 Place de l'Europe
78140 VELIZY VILLACOUBLAY

Pour ses installations situées 55-63
avenue de la Division Leclerc au
BLANC-MESNIL

Dans le réseau public d'assainissement
du territoire Paris Terres d'Envol

Le Président de l'établissement public territorial PARIS TERRES D'ENVOL,

Vu les articles L1331-1 à L1331-10 et L1337-2 du code de la santé publique

Vu l'article L 213-10-2 du code de l'environnement modifié par l'article 84 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 ;

Vu les articles L. 2224-8, L. 2224-9, L3451-1, L3451-3, R. 2224-19 R. 2224-19-1, R. 2224-19-6 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2kg/j de DBO5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le règlement de service d'assainissement territorial adopté par délibération n° 152 du 13 décembre 2021

Vu le règlement d'assainissement adopté par le Conseil d'Administration du Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP) le 15 octobre 2014

Vu le règlement d'assainissement adopté par le Conseil Départemental de Seine Saint Denis

Considérant les avis émis sur la demande d'autorisation de déversement d'eaux usées non domestiques par :

- Le département de la Seine Saint Denis en date du 4 octobre 2022
- Le SIAAP en date du 7 octobre 2022

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AUTORISATION

EIFFAGE Génie Civil (SIRET 352 745 749 00 163)

3/7 Place de l'Europe

78140 VELIZY VILLACOUBLAY

Pour ses installations situées 55-63 avenue de la Division Leclerc au BLANC-MESNIL

dénommé **l'Etablissement** dans la suite du présent arrêté est autorisé dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux pluviales et eaux utilisées pour le bétonnage sur site, dans le réseau unitaire territorial de l'avenue de la Division Leclerc au Blanc-Mesnil.

L'établissement public territorial Paris Terres d'Envol est maître d'ouvrage du réseau territorial d'assainissement et responsable du service public d'assainissement territorial.

Dans la suite du document, il est dénommé **Paris Terres d'Envol**.

Les rejets auront lieu au 50 avenue de la Division Leclerc, au Blanc-Mesnil. Ces eaux sont ensuite déversées dans le réseau de transport départemental puis dans le réseau et les installations de traitement du SIAAP.

Les eaux pluviales de ruissellement peuvent être souillées par le lessivage des sols avec présence de coloration ou de fines de ciments, terres. Les eaux utilisées pour le bétonnage sont issues du réseau d'eau potable.

ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUE DES REJETS

A. Prescriptions générales

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux rejetées doivent :

- Être neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. En cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5 ;
- Être ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C ;
- Présenter un rapport de biodégradabilité (DCO/DBO5) inférieur à 2,5 ;
- Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles de :
 - Colorer anormalement les rejets
 - Porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système d'assainissement ;
 - Endommager le système de collecte et de transport, la station d'épuration et leurs équipements connexes ;
 - Entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues ;
 - Être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatique, d'effets nuisibles sur la santé ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics ;
 - Empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement.
- Respecter les prescriptions du règlement de service de l'Assainissement de l'EPT, du règlement de l'assainissement Départemental et du Règlement du Service d'Assainissement du SIAAP.

B. Prescriptions particulières

Les eaux rejetées ne doivent pas contenir les substances visées par le décret n° 2005-378 du 20 avril 2005, ni celles figurant à l'annexe V de l'arrêté du 22 juin 2007, dans des concentrations susceptibles de conduire à une concentration dans les boues issues du traitement ou dans le milieu récepteur supérieure à celles qui sont fixées réglementairement.

Les eaux rejetées devront en particulier les prescriptions particulières suivantes :

Paramètre	Concentration moyenne journalière maximale (mg /L)	Flux journalier maximal (kg/j)
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	2 000 mg/L	500 kg/j
Demande Biologique en Oxygène à 5 jours (DBO5)	800 mg/L	200 kg/j
Matières En Suspension (MES)	600 mg/L	150 kg/j
Azote global (NGL)	150 mg/L	37,5 kg/j
Phosphore total (Pt)	50 mg/L	12,5 kg/j

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg /L)	Flux journalier maximal (kg/j)
Métaux totaux (Pb + Cu + Cr + Ni + Zn + Sn + Cd + Hg + Fe + Al)	15 mg/L	3,75 kg/j
Indice phénols	0,3 mg/L	0,075 kg/j
Cadmium (en Cd)	0,2 mg/L	0,05 kg/j
Benzène	1.5 mg/l	0,375 kg/j
Toluène	4 mg/l	1 kg/j
Éthylbenzène	1,5 mg/l	0,375 kg/j
Xylène	1,5 mg/l	0,375 kg/j
Manganèse	0,05 mg/L	0,0125 kg/j

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20221118-2022-025-AU
Date de télétransmission : 18/11/2022
Date de réception en préfecture : 18/11/2022

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg /L)	Flux journalier maximal (kg/j)
Mercure (en Hg)	0,05 mg/L	0,0125 kg/j
Chrome hexavalent et composés (en Cr)	0,1 mg/L	0,025 kg/j
Plomb et composés (en Pb)	0,5 mg/L	0,125 kg/j
Cuivre et composés (en Cu)	0,5 mg/L	0,125 kg/j
Chrome et composés (en Cr)	0,5 mg/L	0,125 kg/j
Nickel et composés (Ni)	0,5 mg/L	0,125 kg/j
Zinc et composés (en Zn)	2 mg/L	0,5 kg/j
Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	5 mg/L	1,25 kg/j
AOX	1 mg/L	0,25 kg/j
Composés Organiques Halogénés Volatils (COHV)	1 mg/L	0,25 kg/j
Hydrocarbures totaux	10 mg/L	2,5 kg/j
Sulfates	400 mg/L	100 kg/j
Chlorures	500 mg/L	125 kg/j
HAP	0,05 mg/L	0,0125 kg/j
PCB	0,05 mg/L	0,0125 kg/j

ARTICLE 3 – CONDITIONS TECHNIQUES DU DEVERSEMENT

Nature des rejets et débits

La principale activité de l'Etablissement est la construction de la ligne 16 - lot 1.

Les eaux pluviales de ruissellement peuvent être souillées par le lessivage des sols avec présence de coloration ou de fines de ciments, terres. Les eaux utilisées pour le bétonnage sont issues du réseau d'eau potable.

Le déversement des eaux pluviales et eaux utilisées pour le bétonnage sur site en provenance du chantier sur le réseau unitaire se fera avec un débit régulé à 7l/s, soit 25.2 m³/h.

Concernant les eaux utilisées pour le bétonnage, il peut être estimé au maximum les volumes suivants :
 $25\text{m}^3/\text{h} \times 10\text{h}$ (nb heures travaillées par jour) = 250 m³/ jour

Sur la période de septembre à décembre 2022 : $250\text{m}^3/\text{jour} \times 6 \text{ jours/semaine} \times 17 \text{ semaines} = 25\,500 \text{ m}^3$

Sur l'année 2023 (janvier à décembre) : $250\text{m}^3/\text{jour} \times 6 \text{ jours/semaines} \times 52 \text{ semaines} = 78\,000 \text{ m}^3$

Concernant les eaux pluviales, il peut être estimé au maximum les volumes suivants :

Sur la période de septembre à décembre 2022 : $25\text{m}^3/\text{h} \times 24\text{h} \times 152 \text{ jours} = 91\,200 \text{ m}^3$

Sur l'année 2023 (janvier à décembre) : $25\text{m}^3/\text{h} \times 24\text{h} \times 352 \text{ jours} = 211\,200 \text{ m}^3$

Plan des réseaux internes de collecte

L'Etablissement déverse ses eaux pluviales et ses eaux utilisées pour le bétonnage sur site dans le réseau d'assainissement unitaire territorial situé Avenue de la Division Leclerc au Blanc-Mesnil.

Le raccordement à ce réseau est réalisé par un branchement existant.

L'Etablissement prend toutes les dispositions nécessaires d'une part pour assurer que l'état de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur et d'autre part pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et le cas échéant, des ouvrages de dépollution, soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

L'Etablissement entretient convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procède à des vérifications régulières de leur bon état.

Produits utilisés par l'Etablissement

L'Etablissement se tient à la disposition de Paris Terres d'Envol pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés. A ce titre, les fiches « produit » et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées par Paris Terres d'Envol sur demande.

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20221118-2022-025-AU
Date de télétransmission : 18/11/2022
Date de réception préfecture : 18/11/2022

Traitement préalable aux déversements

L'Etablissement est équipé des dispositifs de prétraitement avant rejet suivants :

- un hydrotube enterré de 170 m³ (dimensionné pour contenir une pluie décennale)
- un séparateur hydrocarbures

ARTICLE 4 – DUREE DE L'AUTORISATION

La présente est délivrée pour une durée de 16 mois, à compter du 1^{er} septembre 2022, soit jusqu'au 31 décembre 2023.

Si l'Etablissement désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande à la Direction de l'Eau et l'Assainissement de Paris Terres d'Envol, par écrit, 6 mois avant la date d'expiration du présent arrêté.

En dessous de ce délai et si l'instruction de ce renouvellement se prolonge au-delà de la validité de la présente autorisation, la Direction de l'Eau et l'Assainissement se réserve le droit de faire interrompre le rejet le temps de cette instruction.

ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'établissement dont le déversement temporaire des eaux est autorisé par le présent arrêté est soumis au paiement d'une redevance d'assainissement collectif dont le tarif est fixé dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Pour les eaux provenant du réseau d'eau potable, cette redevance est réputée payée dans le cadre de la facturation par le distributeur d'eau.

Les rejets d'eaux pluviales ne donnent pas lieu à l'application d'une redevance.

ARTICLE 6 – AUTOSURVEILLANCE

L'Etablissement est responsable, à ses frais, de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions du présent arrêté.

Chaque ouvrage et installation de prélèvement est équipé de moyens de mesure ou d'évaluations appropriées du volume prélevé.

L'exploitant doit spécifier les différents volumes d'eaux rejetés pour chaque type d'eau : eaux pluviales souillées et eaux de process (utilisées pour le bétonnage).

Le titulaire devra mettre en place un programme de surveillance des rejets (le 1^{er} jour puis mensuellement) sur l'ensemble des paramètres listés.

Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés de façon à fournir en permanence une information fiable.

Le demandeur consigne sur un registre les éléments du suivi de l'exploitation de l'installation de prélèvement :

- Les volumes prélevés quotidiennement ;
- Les incidents survenus au niveau de l'exploitation.

Surveillance des dispositifs de traitement avant rejet :

Description des installations en place :

Chaque ouvrage de traitement sera inspecté à fréquence régulière, et entretenu de manière à être en permanence opérationnel suivant ses caractéristiques et ses performances annoncées. Un cahier d'exploitation sera tenu à jour pour chaque ouvrage. Chaque intervention ou vérification devra être consignée. Les bordereaux de suivi des déchets y seront conservés. Ce cahier sera tenu à disposition des agents des services publics de l'assainissement.

Entretien et élimination des déchets :

L'établissement a l'obligation de maintenir en permanence ses installations de pré-traitement/récupération en bon état de fonctionnement. Pour cela, les regards de vidange doivent être parfaitement accessibles. Ils seront suffisamment grands pour permettre le nettoyage et les éventuelles opérations de maintenance à effectuer sur l'appareil.

L'installation récupérant les boues/les hydrocarbures devra être vidangée et curée régulièrement, au minimum annuellement, en fonction de son utilisation et de sa capacité de rétention. Les boues/les hydrocarbures, stockés sur rétention, doivent être évacués en tant que déchets industriels spéciaux et confiés à une société agréée qui assurera leur élimination ou leur valorisation dans les conditions réglementaires en vigueur.

Les by-pass qui permettent d'isoler l'appareil doivent être évités.

Classe et confiés à une société
093-200058097-20221118-2022-025-AU
Date de réception préfecture : 18/11/2022

Surveillance de la qualité des rejets :

Mesures à effectuer :

- Une mesure de débit, de pH de l'effluent rejeté sera faite et devra pouvoir être communiquée à tout moment aux gestionnaires des réseaux d'assainissement.
- Les paramètres du tableau de l'article 2-B seront analysés en laboratoire agréé sur un prélèvement en un point représentatif du rejet global au réseau d'assainissement.

Transmission des données obtenues :

Dès réception du rapport d'analyse transmis par le laboratoire en cas de non-conformité. L'établissement devra arrêter ce déversement et mettre en place un dispositif de prétraitement adéquat et bien dimensionné au regard de la pollution à traiter

À minima à fréquence trimestrielle dans les autres cas.

Ce programme d'auto surveillance pourra être modifié sur la période, en fonction des résultats obtenus.

La dernière transmission trimestrielle de l'année sera accompagnée d'un bilan comportant :

- Le volume d'eau rejeté annuellement au réseau d'assainissement.
- Les résultats d'auto surveillance.
- La consommation en eau potable pour chaque usage.

Il conviendra d'envoyer les résultats d'analyse des eaux aux gestionnaires d'assainissement dont les contacts apparaissent ci-dessous.

Contacts

Contact établissement	Téléphone	Courriel
EPT Paris Terres d'Envol	0 800 10 23 13	contact.usager@paristde.fr
Département de Seine Saint Denis DEA Bureau Qualité des Eaux 93 006 BOBIGNY Cédex	01.43.93.68.33 ou 01.43.93.68.41	autosurveillance-rejet@seinesaintdenis.fr
SIAAP Direction Technique Service Etudes et Prospective 2 rue Jules César 75 589 PARIS Cedex 12	01 44 75 69 29 01 44 75 61 56	arrete.deversement@siaap.fr
EIFFAGE Patrick HAVARD Directeur zone GC1	06 14 57 44 11	patrick.havard@eiffage.com

Contrôle

Paris Terres d'Envol et le Département de Seine-Saint-Denis pourront effectuer, à ses frais et de façon inopinée, des contrôles de débit et de qualité. Les résultats seront communiqués au Département et au SIAAP.

L'Etablissement facilitera l'accès des agents de Paris Terres d'Envol et du Département de Seine-Saint-Denis, ou des personnes mandatées par ce service, à ses installations pour leur permettre d'effectuer toute inspection ou prélèvement nécessaire à l'exercice de leur mission de contrôle du bon respect des termes de la présente autorisation. Ces contrôles ont lieu de façon inopinée.

Paris Terres d'Envol et le Département de Seine-Saint-Denis pourront faire supporter les frais du contrôle par l'auteur du déversement si au moins une analyse démontre que les eaux rejetées ne sont pas conformes aux prescriptions, sans préjudice des sanctions prévues dans le règlement d'assainissement.

Paris Terres d'Envol et le Département de Seine-Saint-Denis (ainsi que les organismes et laboratoires d'analyses appelées à intervenir dans le cadre de ces contrôles) s'engagent à respecter le caractère confidentiel des résultats d'analyses, notamment pour préserver certains secrets de fabrication de l'Etablissement.

ARTICLE 7 – NON-RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION

L'Etablissement prend les mesures nécessaires pour prévenir les risques de déversement de produits dangereux et pour limiter les conséquences d'un déversement accidentel.

L'Etablissement s'engage à alerter immédiatement Paris Terres d'Envol, ainsi que le Département et le SIAAP, en cas de risque :

- Soit d'un rejet non conforme, à la suite d'un dysfonctionnement du prétraitement éventuel ou non (mesures in situ, autosurveillance, observations...);
- Soit d'un rejet accidentel de produits toxiques ou corrosifs, ou susceptibles de provoquer des dégagements gazeux.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées par la présente autorisation, l'Etablissement est tenu de :

- Prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Paris Terres d'Envol pour une autre solution ;
- Isoler son réseau d'évacuation d'eaux si le dépassement fait peser un risque grave pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de Paris Terres d'Envol.

L'Etablissement précisera la nature et la quantité du désordre constaté. Il mettra tout en œuvre pour le faire cesser sans délai. Avant la reprise du rejet, l'Etablissement en demandera l'autorisation au gestionnaire après avoir démontré le retour à une situation normale et les moyens engagés pour éviter un nouveau dysfonctionnement.

Pour cette alerte, les contacts sont les suivants :

Etablissement public territorial Paris Terres d'Envol

Direction de l'Eau et l'Assainissement

0 800 10 23 13 – contact.usagers@paristde.fr

Département de Seine-Saint-Denis

Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Hydrologie Urbaine et Environnement
Bureau Qualité des Eaux
01 43 93 65 00

SIAAP

Permanence du SIAAP (24h/24 – 7j/7)
01 44 75 61 91 ou 01 44 75 68 76 - pc.saphyrs@siaap.fr

Si nécessaire, Paris Terres d'Envol se réserve le droit de :

- a) N'accepter dans le réseau d'assainissement unitaire territorial que la fraction des eaux correspondant aux prescriptions définies dans la présente autorisation ;
- b) Prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du ou des branchements en cause, si la limitation des débits collectés, prévue au a) précédent, est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ces cas, Paris Terres d'Envol :

- Informera l'Etablissement de la situation et de la ou les mesures envisagées, ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- Le mettra en demeure d'avoir à se conformer aux dispositions définies dans la présente autorisation avant cette date.

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Direction de l'Eau et l'Assainissement du fait du non-respect des conditions d'admission, en particulier, des valeurs limites définies par la présente autorisation, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par la Direction de l'Eau et l'Assainissement aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Direction de l'Eau et l'Assainissement et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par celle-ci.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des effluents de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20221118-2022-025-AU
Date de transmission : 18/11/2022
Date de réception préfecture : 18/11/2022

En cas de dépassement de seuil sur le paramètre sulfates établi à 400 mg//, si des désordres étaient constatés sur le système d'assainissement, tels que des émanations de gaz soufrés engendrant un danger pour le personnel exploitant, le rejet sera immédiatement arrêté et l'établissement devra mettre en place un dispositif pour améliorer cette situation, soit par la mise en route d'un dispositif de prétraitement, soit par l'injection de réactif pour éviter les phénomènes de fermentation.

Les contraventions à la présente autorisation feront l'objet d'un signalement écrit à l'Etablissement et seront poursuivies conformément aux lois.

ARTICLE 8 – CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement devra en informer Paris Terres d'Envol

Toute modification apportée par l'Etablissement, et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet, doit être portée à la connaissance de Paris Terres d'Envol. Une nouvelle autorisation de déversement au réseau public d'assainissement pourra alors être établie en tenant compte de l'évolution des activités du site, des modifications éventuelles apportées au système d'assainissement et de l'évolution de la réglementation en annulant de fait la précédente.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables aux services publics d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions de la présente autorisation pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée :

- Monsieur le Président du SIAAP
- Monsieur le Président du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis

Fait à Aulnay-sous-Bois, le


Bruno BESCHIZZA
Président de Paris Terres d'Envol
Maire d'Aulnay-sous-Bois

Notifié à l'intéressé le :
Spécimen de signature :